

L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES AVOCATS EN DANGER (OIAD)

Nouvelles arrestations en Turquie : Amnesty International subit de nouveau la répression

Paris, le 7 juillet 2017,

L'Observatoire International des Avocats en Danger (ci-après OIAD) condamne fermement l'arrestation d'Idil Eser, Directeur d'Amnesty International Turquie, et de onze autres personnes, lors d'une formation à la gestion et à la sécurité informatique dans un hôtel de Buyukada au sud d'Istanbul .

Parmi les onze personnes arrêtées figurent trois avocats, Şeyhmuz Özbekli, Günal Kurşun (Association des droits de l'homme) et Nalan Erkem (Assemblée des citoyens). Il y a aussi les défenseurs des droits humains, İlknur Üstün (Coalition des femmes) Nejat Taştan (Association de surveillance des droits), Özlem Dalkıran (Assemblée des citoyens) et Veli Acu (Association des droits de l'homme), deux formateurs de nationalité allemande et suédoise et l'hôtelier.

Selon les informations communiquées par Amnesty International, Idil Eser et les autres prisonniers n'ont pas été autorisés à contacter un avocat, ce que la police ne peut leur refuser que pendant 24 heures. Ils n'ont pas non plus été autorisés à contacter les membres de leur famille, même si cela doit leur être accordé immédiatement.

Ces arrestations ont lieu moins d'un mois après l'arrestation de Taner Kiliç, avocat et président d'Amnesty International Turquie, accusé par les autorités turques d'avoir des liens avec le mouvement Fethullah Gülen, tenu pour responsable par le gouvernement de la tentative de coup d'Etat en juillet 2016.

L'OIAD s'inquiète du fait que, depuis ce coup d'Etat, une écrasante majorité des arrestations menées par le gouvernement semble avoir été menée de manière répressive et constitue une forme de répression dirigée contre toutes les voix libres et indépendantes du pays. En quelques mois, plus de 50 000 personnes, parmi lesquelles de nombreux juges, avocats et universitaires, ont été victimes de mesures de rétorsion. Le recours à la torture pendant la détention a été signalé à plusieurs reprises.

L'OIAD est totalement solidaire avec Amnesty International Turquie, avec les avocats turcs et les défenseurs des droits de l'Homme victimes de cette répression. En l'absence de preuves de leur implication dans la commission d'infraction, l'OIAD exhorte les autorités turques à abandonner toutes les charges retenues contre elles et à garantir leur liberté et leur sécurité.

Qui sommes-nous ?

L'Observatoire international des avocats en danger a été fondé par le Conseil national des barreaux (France), le Barreau de Paris (France), le Consejo General de la Abogacía Española (Espagne), et le Consiglio Nazionale Forense (Italie). Son objectif est de mener une veille permanente de la situation des avocats menacés dans le monde en raison de l'exercice légitime de leur profession et de porter assistance aux avocats dont la vie, la liberté ou l'exercice professionnel sont menacés.

Sont membres actifs de l'OIAD les barreaux suivants :

Cameroun

Barreau du Cameroun

Espagne

Barreau de Barcelone

Colegio de Abogados del Senorio de Bizkaia (Bilbao)

Colegio Legi de l'Advocacia de Lleida

Barreau de Madrid

Colegio de Talavera de la Reina (Toledo)

France

Barreau de Caen

Barreau des Hauts-de-Seine

Barreau de Metz

Barreau de Montpellier

Barreau de La Rochelle - Rochefort

Barreau de Lyon

Barreau de Rouen

Barreau de Strasbourg

Barreau de Tour

Barreau de Thonon les Bains

Barreau de Rennes

Italie

Barreau de Bari

Barreau de Brescia

Barreau de Messina

Barreau d'Oristano (Sardaigne).

Barreau de Rome

Barreau de Milan

Barreau de Turin

Suisse

Barreau de Genève

Turquie

Barreau de Dyarbakir